LA MARSEILLAISE 08/10/2018

La CGT prévient d'une souffrance au travail accrue et des effets dévastateurs d'une politique d'étranglement. PHOTO N.V

A l'hôpital la pénurie est devenue la règle

Santé

La CGT Santé 04 a organisé jeudi à l'hôpital de Manosque, un temps d'échange sur le mal-être au travail.

Dans un climat général de dégradation, le syndicat lance une campagne revendicative départementale qui va débuter par une consultation des salariés.

ALPES DE HAUTE-PROVENCE

La CGT Santé 04 a, jeudi, organisé un temps d'échange à l'hôpital Louis Raffalli de Manosque sur la question du mal-être au travail. Le syndicat prévient à nouveau d'une situation de souffrance qui s'accentue et des effets dévastateurs des politiques hospitalières successives qui ont conduit à un état général de dégradation. Cet été à Toulouse, au Havre, à Saint-Calais, à Reims... cinq salariés hospitaliers ont mis fin à leur jour. Cédric Volait, responsable régional CGT Santé, attribue la cause de ses drames à *« une souffrance au travail qui s'est répandue comme une traînée de poudre au moment de la mise en place de la nouvelle organisation du travail désignée par le terme de management. Il y a beaucoup de similitudes avec France Telecom ou La Poste, où on a attendu l'hécatombe pour réagir. »* En 2014, une enquête, réalisée à la demande du syndicat sur les risques psychosociaux à l'hôpital de Manosque, concluait à un tiers du personnel en état de grand stress.

Concernant les hôpitaux du département, dans la veine de cet état des lieux, la CGT s'inscrit dans une démarche visant à prévenir le pire et dénonce : *« Un manque de moyens, un management agressif, des rappels incessants sur les repos et le non-respect de la vie privée, la rupture de la solidarité et de la cohésion au sein des équipes qui n'ont quasiment plus la possibilité d'échanger sur leur travail, l'augmentation de l'absentéisme, la progression des accidents du travail et des maladies professionnelles, les réprimandes adressées aux agents pour avoir été en arrêt maladie... »*

Autour de la table, les soignants témoignent de l'impossibilité de faire correctement leur travail, l'insuffisance de l'effectif conduisant à « zapper » certains gestes du processus de soins et le relationnel avec le patient.

Les conditions de travail comme variables d'ajustement

« Les conditions de travail sont devenues la variable d'ajustement des objectifs financiers. La pénurie est devenue la règle. » Cette situation est posée avant même que n'entre dans les faits le plan gouvernemental visant à une nouvelle vague d'économie de 3 milliards d'euros avec la suppression de 22 000 postes et le GHT, Groupement hospitalier de territoire, qui, dans les Alpes Haute-Provence, va s'opérer sur le plan départemental. Le personnel comme le syndicat n'en savent pas davantage, hormis l'annonce de la suppression de 23 postes à l'hôpital de Digne.

Ce manque d'informations ajoute un cran à l'inquiétude. Comment va se jouer le tour de vis supplémentaire de l'étranglement ? Combien va peser la flexibilité du personnel déjà sous le coup de changements intempestifs d'un service à l'autre ?

Le Plan de loi de financement de la Sécurité sociale *« prévoit encore des coupes budgétaires pour l'an prochain »*, et c'est dans ce cadre que le GHT prépare le projet médical partagé. *« Ça va faire mal pour la structure hospitalière, l'aménagement du territoire, l'accès aux soins... Dans ce département, les habitants sont considérés comme des sous-citoyens. La règle d'un service d'urgence à moins de trente minutes ne s'applique pas dans les Alpes de Haute-Provence où 30 % de la population s'en trouvent à plus d'une heure. »* La CGT Santé, en coopération avec l'ensemble des syndicats CGT des établissements de santé du département, débute une campagne revendicative pour la mise en place d'une réelle politique d'amélioration des conditions de travail. Elle va débuter par une consultation des salariés, des rencontres avec la médecine du travail, l'Agence régionale de santé, les directions d'établissement.

Nadia Ventre